



Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Doha, 12-19 avril 2015

Distr. limitée
16 avril 2015
Français
Original: anglais

Point 4 de l'ordre du jour
**Coopération internationale, y compris au niveau régional,
pour combattre la criminalité transnationale organisée**

Rapport du Comité II: atelier 2

Additif

Traite des personnes et trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite

Délibérations

1 À sa 1^{re} séance, le 12 avril 2015, le Congrès a élu par acclamation Matti Joutsen (Finlande) au poste de Président du Comité II. À sa 1^{re} séance, le 14 avril 2015, le Comité II a élu par acclamation Antonio Roberto Castellanos Lopez (Guatemala) au poste de vice-président et Naoki Sugano (Japon) au poste de rapporteur.

2. À ses 1^{re}, 2^e et 3^e séances, les 14 et 15 avril 2015, le Comité II a tenu un atelier consacré à la traite des personnes et au trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite. L'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies, qui fait partie du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, a contribué aux préparatifs et à l'organisation de l'atelier. Le Comité était saisi des documents suivants:

a) Document d'information sur l'atelier 2: Traite des personnes et trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite (A/CONF.222/11);

b) Guide de discussion pour le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.222/PM.1);



c) Rapports des réunions régionales préparatoires au treizième Congrès (A/CONF.222/RPM.1/1, A/CONF.222/RPM.2/1, A/CONF.222/RPM.3/1 et A/CONF.222/RPM.4/1).

3. À la 1^{re} séance du Comité II, le 14 avril, le Président du Comité a fait une déclaration liminaire. Le groupe de haut niveau chargé d'examiner les questions transversales était dirigé par le Président et animé par les experts suivants: Yury Fedotov (Directeur exécutif de l'ONUDC), John Jeffery (Afrique du Sud), Mona Rishmawi (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme), Bernd Hemingway (Organisation internationale pour les migrations) et Madina Jarbussynova (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Le groupe technique chargé d'examiner les questions transversales était animé par Ilias Chatzis (ONUDC) et John Morrison (Institute for Business and Human Rights).

4. Des déclarations ont été faites par les Ministres de la justice italien et moldove, ainsi que par les représentants de la Suisse, du Mexique, du Royaume-Uni, de la Finlande, de l'Arabie saoudite, de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc, de la Thaïlande et de l'Azerbaïdjan.

5. À la 2^e séance du Comité II, le 14 avril, le Président du Comité a fait une déclaration liminaire. Le discours introductif de l'atelier a été prononcé par Maria Grazia Giammarinaro (Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants). Le groupe sur la traite des personnes était dirigé par le Président et animé par les experts suivants: Maria Grazia Giammarinaro, Kristiina Kangaspunta (ONUDC), Peter Van Hauwermeiren (Belgique), Darlene Pajarito (Philippines), Paul Adepelumi (African Centre for Advocacy and Human Development) et Bandana Pattanaik (Alliance mondiale contre la traite des femmes).

6. Des déclarations ont été faites par les représentants du Soudan, de la Norvège, des États-Unis, du Brésil, de la Somalie, du Canada, de la Thaïlande, du Mexique, de la Turquie, de l'Indonésie, du Japon, de la France, du Kenya, de l'Algérie et de l'Inde, ainsi que par les observateurs de l'Union européenne et du Conseil des ministres de l'intérieur des pays arabes.

7. À la 3^e séance du Comité II, le 15 avril, le Président du Comité a fait une déclaration liminaire. Le groupe sur le trafic de migrants était dirigé par le Président et animé par les experts suivants: Michele LeVoy (Plate-forme pour la coopération internationale concernant les sans-papiers), José Montemayor (États-Unis), Adriana Lizárraga González (Mexique) et Sumbul Rizvi (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés).

8. Des déclarations ont été faites par les représentants de la Chine, de l'Algérie, du Qatar, d'El Salvador, des États-Unis, de l'Égypte, de la République-Unie de Tanzanie, du Yémen, de la Fédération de Russie, de la Belgique, de la Norvège, du Kenya et du Royaume-Uni.

Débat général

9. Le groupe de haut niveau chargé d'examiner les questions transversales a souligné que la traite des personnes et le trafic de migrants étaient des formes graves de criminalité qui s'attaquaient aux plus vulnérables et donnaient souvent lieu à des violations graves des droits de l'homme. Les experts ont mentionné le

Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, qui reconnaissait que la pauvreté, le chômage, l'absence de perspectives socioéconomiques, la violence sexiste, la discrimination et la marginalisation étaient quelques-uns des facteurs qui exposaient les personnes à la traite. Ils ont souligné que les migrants étaient souvent contraints de se déplacer à cause de persécutions, de conflits, de la discrimination, de la pauvreté, de la dégradation de l'environnement, de l'impossibilité d'accéder à un emploi décent, à des soins de santé, des services éducatifs ou un logement adéquats. Ils ont noté que les groupes criminels impliqués dans la traite des êtres humains et le trafic de migrants, tirant parti de ces facteurs, étaient devenus plus ingénieux, en infiltrant de nouveaux secteurs économiques, légaux et illégaux, et en utilisant Internet à diverses fins criminelles. Le lien entre la traite des êtres humains, le trafic de migrants et le financement du terrorisme, ainsi que le blanchiment d'argent, a également été mentionné. Le groupe a insisté sur la nécessité d'une action plus concertée et d'une coopération renforcée à tous les niveaux, et a noté que les victimes de la traite ne devaient pas être tenues responsables des infractions qu'elles ont commises en conséquence ou au cours de la traite.

10. Le groupe technique chargé d'examiner les questions transversales a rappelé le cadre juridique international solide en vigueur pour lutter contre les infractions de traite des personnes et de trafic de migrants. Se référant aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, il a souligné les difficultés qu'il y avait à tenir les personnes morales, en particulier les entreprises, responsables des abus et de l'exploitation, que ce soit dans le pays d'origine ou dans le pays de destination. Il a également mentionné le devoir de protection qui incombe aux États, la responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme et la nécessité de garantir aux victimes d'abus et d'exploitation le droit à disposer de voies de recours.

11. Au cours des débats du groupe sur la traite des personnes, plusieurs experts ont mis en avant la nécessité d'une démarche axée sur les droits de l'homme, car les personnes victimes de la traite sont souvent traitées davantage comme des instruments lors des enquêtes pénales que comme des victimes de violations des droits de l'homme, qui ont droit à une protection et à des réparations appropriées. Le groupe a également examiné les difficultés liées à la mise en œuvre d'une telle démarche, dont le manque de volonté politique, de capacités, de ressources ou d'informations. Les difficultés liées à l'identification des victimes et au fait de les convaincre de se porter témoins ont été évoquées, tout comme les délais de prescription et les modalités d'assistance. Le *Rapport mondial 2014* de l'ONUDC sur la traite des personnes a été mentionné et il a été noté que le Protocole relatif à la traite des personnes avait eu un impact considérable sur l'incrimination, même si le nombre de condamnations restait faible.

12. Il a été noté que si la majorité des victimes de la traite identifiées faisaient l'objet d'exploitation sexuelle, d'autres formes d'exploitation, comme le trafic aux fins du travail forcé ou du prélèvement d'organes, étaient de plus en plus détectées. L'importance de la coopération entre les services de détection et de répression et les inspecteurs du travail qui sont formés à détecter les infractions et à identifier les victimes a été soulignée.

13. Dans le groupe sur le trafic de migrants, les experts ont estimé que la prévalence du trafic sur les routes migratoires et l'absence de circuits légaux de migration, dans un monde caractérisé par la recrudescence de conflits armés et des

situations de réfugiés qui se prolongent, favorisaient le trafic de migrants. Selon un expert, en raison de la multiplication des contrôles aux frontières et du manque de canaux de migration sûrs, le passage des frontières était désormais facilité par des prestataires de services de la migration illégale, au mépris de toute réglementation ou protection des bénéficiaires de ces services. Selon un autre, le recul de l'illégalité passait par la mise en œuvre de canaux de migration plus justes et plus souples, de pratiques administratives et juridiques plus efficaces, l'accès à la justice et la possibilité de régulariser la situation des migrants concernés. Les besoins des enfants migrants, y compris des enfants non accompagnés et des adolescents, devraient faire l'objet d'une attention toute particulière et prendre dûment en considération la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant. Les experts ont fait état d'exemples de coopération dans le démantèlement de groupes criminels organisés impliqués dans le trafic de migrants et noté que ce trafic constituait une menace à la sécurité publique et nationale, et provoquait des crises humanitaires. Les participants se sont étendus sur les types de groupes impliqués dans ce trafic et sur les différents rôles assumés en leur sein. Des exemples d'actes de violence perpétrés par ces groupes, prises d'otages, enlèvements, extorsions de fonds et agressions physiques et sexuelles, ont été passés en revue. Il a été noté que ces actes étaient souvent commis en rapport avec l'usurpation d'identité, la falsification de documents et l'abus de prestations, le trafic d'armes et de drogues, le blanchiment d'argent et la traite des personnes.

14. Plusieurs orateurs ont rappelé qu'il importait de partager les responsabilités dans la lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants. L'importance, dans ce domaine, de la coopération entre toutes les parties concernées, États Membres, entités des Nations Unies, organisations non gouvernementales, société civile et associations d'inspiration religieuse, a été soulignée.

15. De nombreux orateurs ont évoqué les mesures législatives et orientations de politique générale adoptées récemment, ainsi que les autres initiatives menées au niveau national dans la lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants. Plusieurs ont insisté sur la nécessité de promouvoir la ratification et l'application de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles relatifs à la traite des personnes et au trafic illicite de migrants, ainsi que d'assurer leur conformité avec les législations nationales. Dans ce cadre, on a estimé qu'il fallait continuer à clarifier les différents concepts. Il a été noté que l'équilibre délicat entre l'article 5 et le paragraphe 4 de l'article 6 du Protocole relatif au trafic illicite de migrants devrait être pris en compte et préservé.

16. L'importance de la responsabilité pénale des personnes morales a été soulignée par plusieurs orateurs, parallèlement aux mesures prises par les Gouvernements pour s'assurer que les entreprises privées n'enfreignent pas les lois et réglementations existantes.

17. Plusieurs orateurs ont insisté sur le fait qu'il fallait mener des activités de prévention, en l'occurrence des campagnes de sensibilisation. Les difficultés liées à l'identification des victimes de la traite, en particulier celles liées aux moyens de déterminer la crédibilité des victimes qui s'auto-identifient, ont également été soulignées.

18. L'importance du recours aux techniques d'enquête spéciales, aux enquêtes financières et au partage du renseignement tant entre services nationaux qu'aux niveaux bilatéral, régional et international, a aussi été soulignée.

Conclusions

19. Les conclusions des débats, résumées par le Président, sont les suivantes:

a) Une action globale, multidisciplinaire et fondée sur des données factuelles s'impose pour lutter contre les deux infractions distinctes de traite des personnes et de trafic de migrants. Pour mener une telle action, il faut s'attaquer à la racine du mal, notamment en créant plus de débouchés économiques dans les pays d'origine, en encourageant des pratiques de recrutement équitables et éthiques et en rappelant aux entreprises leur devoir d'agir avec une diligence raisonnable et dans le respect des droits de l'homme, en menant des campagnes de sensibilisation dans les pays d'origine, de transit et de destination, en accroissant les possibilités de migration légale et de réinstallation et en élaborant des plans de mobilité professionnelle, en particulier pour les réfugiés. On a souligné qu'à cet égard, il importait de poursuivre les dialogues sur la question des visas, notamment les mesures de détection et de répression et autres à mettre en œuvre pour lever les obligations de visas de court séjour.

b) Des efforts supplémentaires s'imposent pour identifier les victimes de la traite, mener des opérations de recherche et de sauvetage de migrants victimes de la traite, mettre en place des mesures de protection appropriées, lutter contre les auteurs du trafic d'êtres humains et du trafic de migrants, notamment par des enquêtes financières, la confiscation du produit du crime et la coopération internationale, et, parallèlement, faire face à la demande, en particulier de travailleurs peu payés, sans protection sociale ni droits du travail. Une telle action globale devrait reposer sur le respect des droits, de l'égalité des sexes et de l'âge, et tenir compte des réactions des victimes de la traite des personnes et du trafic de migrants.

c) Des politiques et programmes globaux intégrant le principe de la diligence raisonnable doivent être mis en œuvre pour lutter efficacement contre la traite des personnes et le trafic de migrants, conformément aux engagements internationaux pertinents dont ceux énoncés dans le Protocole relatif à la traite des personnes, le Protocole relatif au trafic de migrants et d'autres instruments juridiques internationaux pertinents. La coopération et la coordination effectives de l'action menée aux niveaux national, bilatéral, régional et international pour lutter contre ces infractions devraient être encouragées.

d) Des lois contre les deux infractions distinctes de traite des personnes et de trafic de migrants devraient être élaborées ou renforcées pour veiller à ce que toutes les formes de traite des personnes et de trafic de migrants soient incriminées. Ces lois devraient également veiller à ce que les poursuites visent à démanteler les groupes criminels et les autres délinquants qui sont derrière le trafic de migrants et la traite des personnes, protéger les droits des victimes de ces infractions et faire en sorte que toutes les victimes de la criminalité aient accès à la justice et à l'exercice de voies de droit.

e) Les causes profondes de la traite des personnes et du trafic de migrants doivent être combattues et les initiatives de prévention renforcées, notamment par la

sensibilisation tant dans les pays d'origine que dans les pays de transit et de destination. La demande qui favorise la traite des personnes devrait être découragée. Pour s'attaquer aux causes profondes de la traite des personnes et du trafic de migrants, le lien entre criminalité, persécutions, conflits, discrimination, pauvreté, dégradation de l'environnement, impossibilité d'accéder à un emploi décent, à des soins de santé, des services éducatifs ou un logement adéquats devrait être reconnu.

f) Les partenariats et la coopération multidisciplinaires devraient être facilités, non seulement entre les organes de justice pénale, mais également avec les autres acteurs concernés, par exemple les services sociaux et les services de la main-d'œuvre, les syndicats, le secteur privé et les organisations de la société civile, pour garantir la mise en place de mesures efficaces en matière de prévention, de protection et de poursuite.

g) La prévention de la traite des personnes, en particulier pour lutter contre l'exploitation par le travail et les abus contre les travailleurs migrants, devrait être mise en œuvre grâce au renforcement des partenariats avec le secteur privé, y compris par l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Dans ce contexte, des normes devraient être établies à l'intention des entrepreneurs et des sous-traitants, notamment dans le cadre de la passation des marchés publics, pour prévenir l'exploitation et défendre les droits des travailleurs.
